



HAL
open science

La diplomatie, otage du populisme

Caupolicán Mamolar Camarero

► **To cite this version:**

| Caupolicán Mamolar Camarero. La diplomatie, otage du populisme. 2024, pp.10-12. hal-04877648

HAL Id: hal-04877648

<https://univ-pau.hal.science/hal-04877648v1>

Submitted on 9 Jan 2025

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La diplomatie, otage du populisme

Le 29 octobre 2024, le Bulletin Officiel de l'État a publié le décret royal 1105/2024, confirmant la nomination de M. Arístegui Laborde comme nouvel ambassadeur espagnol en Argentine. Cette décision met fin à une anomalie diplomatique prolongée entre deux nations historiquement liées par des relations politiques et humaines profondes. Selon l'Institut national de statistique, plus de 480 000 ressortissants espagnols résident en Argentine, faisant de ce pays la principale destination de l'émigration espagnole. Malgré ces liens étroits, la relation bilatérale a été mise à rude épreuve par les déclarations incendiaires du président argentin Javier Milei lors d'un sommet politique organisé par le parti d'extrême droite Vox à Madrid, le 19 mai dernier. Ces propos ont conduit l'Espagne à rappeler son ambassadrice à Buenos Aires. Cet épisode, pourtant, n'est qu'un des nombreux fronts diplomatiques tendus auxquels le gouvernement de Pedro Sánchez a dû faire face ces derniers mois.

Tel que nous l'évoquions dans un précédent numéro de la *Lettre*, Javier Milei est une figure politique qui défie toute classification traditionnelle. Son tempérament explosif et ses prises de position néo-libérales radicales lui ont valu une renommée mondiale, notamment grâce à ses interventions spectaculaires sur les réseaux sociaux. L'une des vidéos les plus virales le montre expliquer, à l'image de Milton Friedman, les ministères qu'il supprimerait d'un sonore « afuera ». Ceux qui pensaient que sa prise de fonction à la Casa Rosada modérerait son style provocateur, particulièrement en matière de relations internationales, ont vite été détrompés. Bien que les divergences idéologiques entre Milei et le gouvernement espagnol soient évidentes, peu auraient pu prédire l'ampleur du clash diplomatique.

La première pierre a été posée par Pedro Sánchez lui-même, qui n'a pas contacté Milei pour le féliciter de son élection, une omission inhabituelle dans les usages diplomatiques. Ensuite, aucun ministre espagnol n'a accompagné le roi Felipe VI à la cérémonie d'investiture du président argentin. Enfin, les tensions se sont aggravées lorsque le ministre espagnol des Transports, Óscar Puente, a laissé entendre que Milei « consommait des substances », une déclaration qui, malgré une rectification ultérieure, a enflammé les esprits.

Lorsque Milei est arrivé à Madrid le 19 mai, il n'avait aucune rencontre officielle à son agenda. Pourtant, il a utilisé les privilèges protocolaires accordés aux chefs d'État, y compris l'atterrissage de son avion à la base militaire de Torrejón de Ardoz. Le prétexte ? Participer à un sommet organisé par Vox, deux semaines avant les élections européennes. Flanké de Santiago Abascal et de Marine Le Pen, Milei a saisi cette occasion pour attaquer frontalement le gouvernement espagnol. En plus de qualifier Begoña Gómez, épouse de Pedro Sánchez, de « corrompue » dans le cadre d'une procédure judiciaire à peine entamée, il s'est livré à une diatribe contre la justice sociale et les politiques de l'exécutif espagnol.

Le ministère espagnol des Affaires étrangères a immédiatement réagi. Depuis le palais de la Moncloa, José Manuel Albares a condamné ces propos, qu'il a jugés contraires aux principes de non-ingérence et de respect mutuel, et a annoncé le rappel de l'ambassadrice espagnole « sine die ». Cependant, les experts en droit international restent divisés : les insultes visant l'épouse d'un président justifient-elles une mesure aussi drastique ? Quoi qu'il en soit, cette controverse est devenue le point de départ d'une escalade diplomatique. Milei, pour sa part, a continué ses provocations depuis Buenos Aires, prolongeant la crise jusqu'à la nomination d'Arístegui, un diplomate chevronné, dans l'espoir de restaurer une relation bilatérale normale.

Cette crise diplomatique revêt une gravité particulière, car, au cours des trois dernières décennies, les gouvernements espagnols ont systématiquement cherché à éviter une escalade similaire, ayant recours à ce type de protestation diplomatique seulement à neuf reprises. En 2021, Madrid a rappelé son ambassadeur à Managua en réaction à une note hostile du

gouvernement nicaraguayen. En 2016, sous l'exécutif de Mariano Rajoy, une mesure identique avait été prise en réponse à des déclarations jugées intolérables du président vénézuélien Nicolás Maduro. Pour retrouver d'autres contentieux bilatéraux ayant entraîné de telles décisions, il faut remonter à 2002, lorsque la crise de l'îlot de Perejil a considérablement détérioré les relations hispano-marocaines. En dehors de ces cas spécifiques, les rappels d'ambassadeurs espagnols ont généralement eu lieu dans le cadre de décisions internationales coordonnées. Par exemple, en Iran en 1997, au Honduras en 2009 et en Syrie en 2012, Madrid s'est alignée sur les positions prises par la communauté internationale. Ces précédents soulignent à quel point le recours à une telle mesure reste exceptionnel dans la diplomatie espagnole, traduisant une volonté de limiter au maximum les ruptures bilatérales.

La confrontation avec Milei n'est qu'un exemple des tensions croissantes entre l'Espagne et divers régimes populistes. Au Venezuela, le gouvernement de Nicolás Maduro n'a cessé de s'en prendre à Madrid, surtout depuis les élections présidentielles du 28 juillet. Tandis que Margarita Robles, ministre espagnole de la Défense, qualifiait Maduro de « dictateur », le parlement vénézuélien a répondu en votant une résolution visant à couper les relations diplomatiques avec l'Espagne. L'élément déclencheur fut l'octroi de l'asile politique par Madrid à Edmundo González, candidat de l'opposition et vraisemblable vainqueur des élections controversées. Le 12 septembre, Caracas a rappelé son ambassadeur à Madrid, plongeant à nouveau les relations bilatérales dans l'incertitude.

En parallèle, l'exécutif espagnol s'est retrouvé en conflit avec Israël. La reconnaissance de l'État de Palestine par l'Espagne, qui a fait l'objet d'une analyse profonde dans notre *Lettre ibérique n° 39*, a suscité la colère de Benyamin Netanyahu. Après une brève absence de l'ambassadrice israélienne à Madrid entre novembre 2023 et janvier 2024, celle-ci a définitivement quitté son poste en mai, en signe de protestation. La vidéo publiée par le ministre israélien Israel Katz, critiquant cette décision espagnole dans des termes caricaturaux, a exacerbé les tensions. Pendant ce temps, à l'intérieur de l'Espagne, *Podemos* et d'autres partis de gauche militent pour une rupture totale avec Israël, amplifiant la polarisation sur cette question.

Depuis la crise économique, l'Espagne avait opté pour une posture discrète sur la scène internationale. Toutefois, sous Pedro Sánchez, le pays a entrepris de réorienter sa diplomatie, avec un agenda ambitieux visant à accroître son rôle global. Cette approche, si elle a permis de marquer des points symboliques, a aussi conduit à une multiplication des incidents diplomatiques, notamment avec des gouvernements populistes prêts à jouer la carte de l'ennemi extérieur pour des gains internes.

Par ailleurs, l'absence de consensus national sur la politique étrangère nuit à l'efficacité de cette stratégie. L'opposition espagnole, loin de soutenir une ligne d'État commune, n'hésite pas à se rapprocher de certains dirigeants étrangers pour critiquer l'exécutif de Sánchez, ce qui fragilise la position internationale de l'Espagne.

Entre le populisme néo-libéral de Milei, l'autoritarisme de Maduro et l'intransigeance de Netanyahu, l'Espagne se trouve à un carrefour diplomatique. Si son ambition internationale est louable, elle nécessite une cohérence et une unité internes qui font aujourd'hui défaut. Faute de cela, le pays continuera à naviguer à vue dans un monde polarisé, où chaque faux pas est exploité par des acteurs cherchant à imposer leur agenda.